

REPUBLIQUE DU BURUNDI



**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE MINISTRE
DES RELATIONS EXTERIEURES ET DE LA COOPERATION
INTERNATIONALE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

A

**L'OCCASION DU DEBAT MINISTERIEL SUR LA SITUATION
SECURITAIRE EN RDC ET DANS LA REGION DES GRANDS LACS
AU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES.**

NEW YORK, LE 25 JUILLET 2013

Monsieur John Kerry, Secrétaire d'Etat Américain et Président de la Séance du Conseil de Sécurité,
Monsieur Ban Ki-Moon, Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,
Excellences Mesdames, Messieurs les membres du Conseil,
Monsieur Jim Yong Kim, Président de la Banque Mondiale,
Excellences Mesdames, Messieurs les Ministres,
Madame Mary Robinson, Envoyée Spéciale du Secrétaire General dans la Région des Grands Lacs;
Monsieur Parfait ONANGA, Représentant Spécial du Secrétaire Général au Burundi ;
Mesdames, Messieurs,

En ce moment où j'ai l'agréable plaisir de m'adresser au Conseil de Sécurité ici présent, permettez-moi d'entrée de jeu de vous présenter les salutations de Son Excellence Monsieur Pierre NKURUNZIZA, Président de la République du Burundi.

Permettez-moi de remercier au nom du Peuple et du Gouvernement de la République du Burundi le peuple et le Gouvernement d'Ethiopie pour l'accueil très chaleureux qui m'a été réservé ainsi qu'à ma délégation depuis notre arrivée à Addis, capitale de ce beau pays et capitale du continent africain.

Je formule mes remerciements à l'endroit de la Commission de l'Union Africaine, la Banque Mondiale et les Nations Unies qui ont bien voulu co-organiser la présente Conférence Ministérielle sur l'Approche Régionale sur le Développement dans la Région des Pays des Grands Lacs, laquelle conférence arrive à point nommé.

En effet, la signature le 14 février dernier, de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région, à

côté des autres initiatives existantes a constitué un réel motif d'espoir. En signant l'accord, les pays de la région se sont engagés à travailler ensemble, avec le soutien de la communauté internationale, pour faire face à des défis sécuritaires et économiques communs.

Si je dis que l'Accord-cadre du 14 février dernier est venu renforcer les initiatives, programmes et projets existants, je songe en particulier à la CEPGL, dont on ne parle pas assez dans ce genre de forum, et qui réalise un travail remarquable et au quotidien, au cœur même de la zone de conflit (son siège se trouve à Gisenyi/Rubavu au Rwanda, à un jet de pierre de la ville de Goma), pour contribuer à relever ces différents défis d'ordre sécuritaire (notamment par l'organisation de rencontres entre les autorités locales frontalières) et économiques dont il est question dans cette conférence.

La CEPGL, ainsi que ses organismes spécialisés, sont en pleine période de redynamisation, après une longue paralysie pendant toutes ces longues années de conflit. Mon pays, le Burundi assume la présidence tournante de la conférence ministérielle, tandis que SE le Président de la RDC, Joseph Kabila, en assume la présidence tournante du sommet des Chefs d'Etat

A cet égard, il est important de rappeler que nous avons tenu la cinquième réunion du Conseil des Ministres de la CEPGL à Bujumbura les 9 et 10 mai 2013, en préparation du prochain sommet des Chefs d'Etats.

Ainsi donc, comme il s'agit, ici, d'intégration régionale et de développement économique, je voudrais relever, pour la CEPGL, certains des projets « intégrateurs », qu'il conviendrait de prendre

en compte dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord-cadre du 14 février dernier. Je suis d'ailleurs heureux de constater que ces projets figurent déjà dans le document de base élaboré par la Banque Mondiale.

Le premier projet se réfère au secteur de l'énergie : la réhabilitation des centrales Ruzizi I & II et la construction de Ruzizi III, avec un volet d'électrification rurale de la région de Bukavu-Goma. Je suis heureux de constater que ce projet est déjà inscrit dans l'initiative du Groupe de la Banque mondiale.

Un autre projet de développement intégré concerne la mise en valeur de la plaine de la Ruzizi qui est un patrimoine commun à nos 3 Etats, la RDC, le Rwanda et le Burundi.

Au niveau du développement du commerce transfrontalier, notre projet vise la modernisation de 4 postes sous le modèle de « poste frontalier à arrêt unique ». Ces postes sont Akanyaru entre le Burundi et le Rwanda, Gatumba/Kavimvira, entre le Burundi et la RDC côté Uvira, Cyangugu/Bukavu entre le Rwanda et la RDC, et la Grande barrière/Corniche entre le Rwanda et la RDC du côté de Goma. Il est important de signaler que le commerce transfrontalier est surtout l'apanage des femmes ; si donc nous tenons au sort de ces nombreuses mamans qui luttent pour se tirer de la précarité.

Dans le même ordre d'idées, puisque nous sommes dans une région enclavée, le développement, des infrastructures routières (dont le tracé reliant la ville de Kigoma en Tanzanie à Kampala en Uganda, en passant par le Burundi, le Rwanda et la RDC), des infrastructures ferroviaires et portuaires nous paraît essentiel. Nous plaidons pour que le projet de chemin de fer Dar Es Salam

– Isakaavec une bretelle vers Kigali (Rwanda) et une autre vers Musongati (Burundi) puis vers Bujumbura (dont les études sont déjà faites par la BAD) puisse atteindre la RDC.

En bref, nous sommes reconnaissant envers l'Union européenne et quelques uns de ses Etats membres, pour l'appui qu'ils apportent / ou promettent d'apporter à la CEPGL. Nous souhaitons vivement, que dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord-Cadre du 14 février ; d'abord que ces projets intégrateurs qui reflètent nos priorités soient pris en compte ; et que d'autres partenaires, comme le Groupe de la Banque Mondiale (dont nous saluons vivement l'initiative de cette conférence) et la BAD, qui a déjà été approchée, puissent s'impliquer.

Le Représentant de la Banque Mondiale a fait état d'une liste longue de projets déjà identifiés, qu'il va falloir raccourcir. Nous plaidons pour que la « short list » à établir intègre ces projets qui sont essentiels pour la CEPGL.

Je termine en formulant le vœu que la prochaine conférence de ce genre puisse se tenir dans la région même et le Burundi serait très heureux de l'accueillir.

MERCI DE VOTRE AIMABLE ATTENTION